

CHAPITRE V

Chéhab et le chéhabisme

Fouad Chéhab restera pour moi ce géant qui a traduit ses rêves, ses positions et ses convictions en actions et en projets concrets par lesquels il a tenté de donner au Liban les fondements d'un État répondant aux aspirations de tous ses citoyens. Son prédécesseur lui avait laissé un pays divisé, écartelé, parcouru d'actes de violence et souffrant d'instabilité. Il laissait à son successeur un pays unifié, stable, doté d'une administration moderne, animée par une nouvelle mentalité, un idéal et la conviction qu'il était possible de faire coexister les communautés libanaises dans l'harmonie, la tolérance, l'interaction. Pour faire de ce pays une patrie dans tous les sens du terme, la stratégie du président Chéhab durant ses années au pouvoir avait été fondée sur l'équation suivante : donner à toutes les communautés libanaises le sentiment qu'elles n'étaient pas lésées et que leurs particularismes étaient pris en compte et respectés. En contrepartie, les communautés libanaises reconnaissaient l'État libanais dans toutes ses institutions en tant qu'entité nationale impartiale, neutre, indépendante, œuvrant pour le bien de tous. Il savait que cet objectif ne se réaliserait pas du jour au lendemain et qu'il faudrait du temps pour qu'il prenne forme dans l'esprit et le comportement des Libanais. Il m'avait dit un jour : « Je ne veux pas faire une révolution pour changer cet état de choses parce que je ne veux pas ramener le pays en arrière. Je pense changer les choses de façon naturelle et progressive. »

Le président Chéhab s'était efforcé de donner aux chrétiens le sentiment qu'ils vivaient dans un pays libre, souverain et indépendant, dans les affaires duquel nul ne s'immisçait et auquel on

n'imposerait pas de polarisation politique susceptible de le perturber et de l'entraîner dans la guerre. Dès le premier jour de son mandat, la souveraineté du Liban avait été la hantise qui devait dicter ses choix et sa politique tout entière. Dès le fameux « sommet de la tente », emblématique et significatif, il s'était attaché à cette notion et l'avait intelligemment défendue de sorte que le président égyptien Jamal Abdel-Nasser n'exigea pas du Liban ce qu'il exigeait d'autres pays arabes. Il me semble que Nasser avait compris que les particularismes et les moyens limités du Liban ne permettaient pas de lui en demander davantage. Le mérite en revient en grande partie à Fouad Chéhab qui avait su, à travers ses actions politiques, son intégrité et son désintéressement convaincre son homologue égyptien de ménager le cas libanais et de respecter sa liberté d'action dans les affaires intérieures, comme dans les questions de politique extérieure, dans la mesure où celles-ci ne concernaient pas le monde arabe.

Nasser, je m'en souviens très précisément, avait compris que le Liban ne rompe pas ses relations avec la France pendant la crise d'Algérie ; il n'avait tenté en aucune manière d'imposer son point de vue. Parmi les exemples qui attestent de l'attachement du président Chéhab à la souveraineté du Liban et à la dignité des Libanais figure ce que me rapporta le général Ahmed Hajj de la manière dont le président libanais avait pris congé du vice-président américain Lyndon Johnson. Ce dernier lui avait rendu visite au début des années 60 et, à la fin de l'entrevue, les assistants s'étonnèrent que le président ne raccompagnât pas son hôte au-delà du seuil de son bureau. Il lui avait dit : « Au revoir, Monsieur le Vice-Président », laissant aux hauts fonctionnaires du palais présidentiel le soin de raccompagner le visiteur jusqu'à l'extérieur. Le président s'était alors tourné vers le général Hajj – qui était capitaine à l'époque – pour lui dire : « Celui-ci, nous le raccompagnons jusqu'ici seulement. S'il s'était agi du président Kennedy, je l'aurais raccompagné jusqu'à l'extérieur. La présidence de la République n'est pas ma propriété, elle est votre propriété à tous et il m'incombe de la préserver pour vous tous. »

En revanche, le président Chéhab avait compris que la rue musulmane vibrerait à l'unisson des grandes causes arabes, à commencer par la cause palestinienne. Il respecta l'entente conclue avec le président Nasser car celui-ci incarnait les espérances des peuples arabes et leur rêve, à l'époque, d'un soulèvement contre Israël, que l'Occident soutenait. Le Liban était présent dans toutes les

conférences consacrées au renforcement des potentialités arabes et y prenait part de manière effective. Il respecta toujours leurs engagements et leurs résolutions dans la mesure de ses moyens, acceptant, par exemple, de détourner les eaux des sources qui alimentaient le Jourdain et le lac de Tibériade et de créer le Bureau du boycottage d'Israël, ainsi que d'autres mesures.

Sur le plan interne, le président Chéhab accorda aux régions défavorisées à majorité musulmane une grande importance qui se ressent encore aujourd'hui. Il considérait que la paix et la stabilité ne pourraient se maintenir si les clivages sociaux s'aggravaient entre les Libanais. À son sens, l'État ne pouvait revendiquer l'allégeance des gens sans les convaincre qu'il se comportait en responsable et se préoccupait de leurs problèmes et de leur avenir. C'est sous le régime du président Chéhab que la formule 6, 6 bis fut adoptée dans les administrations publiques, de manière à assurer la parité, après qu'elle eut été appliquée dans l'armée, lorsqu'il en était commandant en chef. Auparavant, les musulmans se plaignaient de la prédominance de l'élément chrétien dans les services de l'État et demandaient un quota stable pour leur rendre justice. Son souci des musulmans n'alla pas jusqu'à la complaisance excessive ; Fouad Chéhab exerçait toutes ses prérogatives constitutionnelles et ne se montra jamais laxiste sur les questions politiques ; face à ceux qui dépassaient les bornes, il réagissait.

Satisfaire les communautés avait une limite, c'était le portail du Conseil de la Fonction publique : il fallait passer par ce conseil pour accéder à la Fonction publique. Fouad Chéhab voulait édifier un État de droit au plein sens du terme ; il voulait des organismes travaillant en toute indépendance, sans l'ingérence des politiciens ou des communautés. Il créa et renforça le Conseil de la Fonction publique, la Cour des comptes et l'Inspection centrale. Je ne me souviens pas qu'il y eût jamais, tout au long de son mandat, une seule décision du Conseil de la Fonction publique ou d'un autre organisme, qui fût remise en question ou transgressée en Conseil des ministres. Ce dernier s'assurait toujours de nommer, aux postes critiques de ces organismes, des personnes intègres et dignes de confiance. Lorsque quelqu'un venait voir le président Chéhab au sujet d'une décision prise par l'une ou l'autre de ces instances, il lui répondait : « Ils savent ce qu'ils font. » En privé comme dans les rencontres officielles, il mettait toujours l'accent sur l'importance de l'indépendance des

organismes d'État et enjoignait à tout le monde de les respecter : le respect du droit par les responsables donnait substance à l'État autant et plus que le respect des citoyens pour l'État. Je me souviens qu'un ministre et député du Kesrouan se plaignit un jour, en marge d'une réunion du Conseil des ministres, que les FSI lui avaient dressé un procès-verbal place des Martyrs parce que sa voiture était garée dans un emplacement interdit. Le président Chéhab réagit avec humeur : « De quoi vous plaignez-vous ? Vous voulez appliquer la loi aux autres et pas à vous ? »

Ce qui rendait son style de gouvernement fascinant et captivant pour les figures politiques était son caractère ; il marquait toutes ses propositions du sceau de la sincérité. Fouad Chéhab était un géant par la grandeur d'âme, le patriotisme et l'intégrité, mais, paradoxalement, il était dépourvu d'arrogance ; on le voyait aimable, courtois et extrêmement modeste. Très réservé, il maintenait les autres à distance et ne se livrait pas facilement. Ni timide ni arrogant, il s'exprimait sur un ton mesuré pour dire la vérité sans blesser. Ses analyses étaient pondérées et clairvoyantes. Il ne parlait jamais de ce qu'il ne savait pas ou de ce dont il n'était pas sûr sans l'avoir d'abord bien étudié. Sur le plan humain, je pense que son appréciation des gens était généralement exacte ; il n'attendait de personne qu'il donne plus qu'il ne pouvait donner ; rarement ai-je eu le sentiment qu'il exagérait ou se faisait des idées. Lorsque nous parlions ensemble, il évaluait le comportement des ministres en des termes logiques, justes et raisonnables. Il n'attaquait ni ne lésait personne, mais, en même temps, il n'était faible avec personne. Il avait un souci pointilleux des principes juridiques. L'austérité était une autre de ses caractéristiques, et elle frisait l'ascèse. Il n'aimait guère les soirées, les fêtes, les réceptions en tout genre. On l'avait même surnommé, à un moment, « l'ermite de Sarba ». Il avait à cœur que le Liban bénéficie des expériences des pays du monde et occupe une place de choix dans la communauté internationale.

Telles étaient donc, succinctement, la nature et la stratégie du pouvoir du président Fouad Chéhab ; elles l'avaient aidé à instaurer ce que l'on nomma le *Nahj* chéhabiste ou le chéhabisme, « chemin bien tracé » qui devint, du moins pour nous qui avions foi dans la méthode de travail de Fouad Chéhab, une doctrine politique et un exemple de moralité, de désintéressement et de frugalité ; autant de qualités qui sont censées être l'apanage de quiconque se lance dans la chose

publique. Les adversaires du président Fouad Chéhab ont tenté de dénaturer l'image de son régime et de le décrire, à tort, comme un régime d'hégémonie militaire et policière sur la vie politique. Mais pas un jour n'ai-je eu le sentiment que le président Chéhab tentait d'imposer le mode de pensée des militaires ; il souhaitait seulement que les politiques s'inspirent du sens de la discipline, de l'engagement, du travail collectif et du sacrifice de la vie militaire, par amour pour leur patrie, dans un pays dont les politiciens étaient légers, égoïstes, égocentriques et prêts à le sacrifier sur l'autel de leurs intérêts et de leur avenir politique.

Je reste convaincu que tout plan de route pour l'édification d'un État libanais moderne et fort et d'une patrie qui assure à tous la stabilité et l'aisance ne peut être qu'identique à celui qu'avait tracé Fouad Chéhab et qu'il s'est attaché à réaliser durant son mandat. Mais, les séquelles des événements de 1958 et la conjoncture régionale à l'époque du nassérisme n'ont pas facilité l'ancrage d'une unité nationale véritable. Elle n'était que superficielle, alors qu'en profondeur les divergences de vues perduraient sur des questions cruciales. Le président Chéhab avait tenté de faire la part de cet état de choses en attendant qu'un véritable sens de la concitoyenneté anime les Libanais et s'enrichisse du sentiment d'appartenance à la patrie. Son régime avait la vision et la volonté, mais le peuple n'était pas encore mûr pour ces objectifs. Quant à la classe politique, généralement constituée de ceux que le président Chéhab appelait « les fromagistes », elle manquait de sens national et n'était pas disposée à sacrifier de sordides intérêts personnels ou partisans pour le bien public et l'avenir du pays. Le problème découlait essentiellement de deux faits : d'une part, la durée relativement courte au regard de l'ampleur des réalisations planifiées par le régime. Il aurait fallu davantage de temps et des circonstances plus propices afin de parvenir aux résultats escomptés. D'autre part, l'incapacité du *Nahj* chéhabiste à surmonter les obstacles de la mobilisation des masses ; celles-ci tendaient à réagir en tant que groupes confessionnels, surtout après la disparition de l'élément nassérien et l'émergence de questions litigieuses.

Une question que je continue de me poser et que l'on me pose est la suivante : si le président Fouad Chéhab avait accepté l'amendement de la Constitution visant à le réélire, aurait-il réussi à blinder le Liban contre les crises qu'il a connues après 1967 ? Je ne prétends pas que

Fouad Chéhab aurait trouvé une issue à tous les problèmes qui se sont succédé au Liban, d'autant qu'aucune crise ne survint qui eût pour origine principale ou unique le Liban ; ce sont plutôt les complications régionales qui se sont répercutées sur une situation libanaise fragile et sans défense. Les conjonctures et les données objectives auraient mené à peu près aux mêmes conséquences, quel que fût le président de la République. Fouad Chéhab ne disposait pas d'une baguette magique qui, seule, aurait pu sauver le Liban de la course éperdue, qu'il a engagée dès 1967, vers le gouffre. Peut-être aurait-il pu, par sa personnalité mesurée, son prestige et son désintéressement, atténuer l'acuité de certains problèmes ou gagner du temps ou encore retarder l'échéance malheureuse qui a frappé les Libanais. Peut-être aurait-il pu éviter le pire dont nous avons souffert à certains moments.

L'opinion publique des années 50 et 60 n'a pas reconnu Fouad Chéhab à sa juste valeur. Quant aux générations montantes, elles ne savent pas grand-chose de cet homme aux mains propres, qui avait tenté d'édifier l'État libanais, de réaliser le rêve libanais et d'enraciner une patrie où tous les Libanais auraient trouvé leur compte sans recourir aux politiciens, aux leaders confessionnels ou encore à l'entremise des gens d'influence. Le *Nahj* chéhabiste demeure une école de citoyenneté, d'abnégation au service de l'intérêt public et d'appartenance au Liban, sans que cette appartenance soit le fait du renoncement à une identité, une mémoire, un patrimoine ou une croyance, ou de leur déni. Je me demande ce qu'il reste de toutes ses réalisations.

Il m'arrive très souvent d'évoquer Fouad Chéhab, avec regret et nostalgie. Lorsque je compare son attitude et ses réalisations à l'attitude de certains de ceux qui ont occupé des positions élevées dans l'État depuis ce temps, je ressens de la désillusion. Mon estime pour lui était grande du temps où je travaillais à ses côtés. Mais aujourd'hui, je puis attester en toute certitude qu'il était le plus clairvoyant des responsables dans sa compréhension de la réalité libanaise et sa perception des solutions aux problèmes que pose le pluralisme confessionnel, culturel, partisan et social. Si l'on passait en revue tous les régimes présidentiels depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, on verrait que le président Fouad Chéhab est le seul qui ait lancé un projet clair pour l'édification et la modernisation de l'État et qui en ait poursuivi l'exécution et l'amélioration avec abnégation, foi et persévérance jusqu'aux derniers instants de son mandat. Il avait

l'espoir de consolider les bases sur lesquelles s'édifie un État et a souhaité avoir un successeur qui poursuive l'exécution de ce projet.

Je conclurai ce chapitre par un résumé de la dernière conversation que j'ai eue avec le président Chéhab au sujet des qualités nationalistes de certains membres de la classe politique et des critères sur lesquels ils fondaient leur action. Il nous fut impossible de trouver une réponse à la question suivante : « Où sont les politiciens qui, en cas de conflit entre leurs intérêts privés et l'intérêt général, donneraient la préférence au second ? »

Fouad Chéhab mérite de figurer parmi l'élite des hommes d'État ; ils sont rares au Liban. Il a travaillé pour le Liban de demain et les générations à venir en mêlant la réalité et le rêve, et en ayant recours à la planification dans les domaines social et économique. Certains ont même dit que Fouad Chéhab a fait entrer le souci du social au Sérail où on ne le connaissait pas précédemment.

Fouad Chéhab était un soldat parmi les soldats de la République, un partisan de la démocratie. Sa foi dans les institutions lui rendait pénibles leurs défauts et leurs manquements. Il espérait ardemment que, dans le cadre de la légalité institutionnelle et avec le consensus de la majorité, elles pourraient s'adapter aux exigences des temps modernes. L'homme cachait, derrière sa réserve et sa discrétion, une rare intrépidité. Il était charismatique, loyal, sincère, avec la modestie et la grandeur d'âme en plus. Il ne révélait guère le fond de son cœur. Sa manière de penser et ses réparties folkloriques laissaient son interlocuteur deviner ce qui retenait son attention ou ses sentiments. Plusieurs s'y sont essayés, mais seuls ont réussi ceux qui avaient une perception saine. Je me suis toujours enorgueilli d'avoir compté parmi les rares personnes qui ont eu la chance de collaborer avec cet homme qui, de l'aveu même de ses adversaires, avant ses partisans, fut un grand président de la République. C'était Fouad Chéhab.